19 août 2026 - Seul le prononcé fait foi
Télécharger le .pdf

Déplacement à Washington aux côtés du Président Zelensky.

Journaliste

On y va. Monsieur le Président, bonsoir.

Emmanuel Macron

Bonsoir.

Journaliste

Une accélération de l'histoire a eu lieu cette semaine, ici à Washington, vous êtes venu défendre les intérêts de l'Europe face à Vladimir Poutine d’abord. Quel est l'engagement précis que les puissances peuvent prendre pour dire, tu es allé jusque-là, mais cette fois, tu n'iras pas plus loin ?

Emmanuel Macron

C'est tout l'enjeu. C'est tout l'enjeu au fond depuis le début d'année. C'est-à-dire que le président Trump veut la paix. C'est une bonne chose et c'est ce qui nous unit à lui. On veut tous la paix, on la veut depuis le début. Je rappelle qu'il n'y a qu'un agresseur dans cette guerre, c'est la Russie. Nous, notre crainte, dès février de cette année, c'était de dire : il ne faut pas que cette paix soit précipitée, qu'elle n'ait pas des garanties profondes, sinon on repart à la case départ. C'est un peu ce qu'on a vécu à Minsk. C'est-à-dire que cette paix ne serait pas respectée le jour d'après par la Russie, elle réattaquerait. Et donc le cœur de notre travail, nous européens, c'est ce qu'on appelle les garanties de sécurité. C'est de dire : nous devons être sûrs que quel que soit l'accord obtenu, quel que soit ce que l'Ukraine concédera ou pas, le reste de son territoire puisse continuer de vivre, ne pas subir de nouvelles agressions russes et que le reste de l'Europe vive en paix, parce qu'en fait, c'est l'avant-poste de la sécurité européenne.

Journaliste

Monsieur le Président, est-ce que la garantie suprême de sécurité qui est de dire : vous les Russes, si vous attaquez de nouveau après un armistice, un cessez-le-feu ou une paix, nous vous faisons la guerre. Est-ce que cette garantie de paix déjà, vous êtes prêts à la donner ?

Emmanuel Macron

La première garantie de sécurité sur laquelle nous travaillons et qui est la plus importante, c'est une armée ukrainienne robuste. Et ça, ce ne sont pas des paroles en l'air.

Journaliste

Pour l'instant, ça n'a pas marché.

Emmanuel Macron

Non, je ne dirais pas du tout ça. Faisons l'analyse du conflit.

Journaliste

Pas complétement.

Emmanuel Macron

Faisons l'analyse du conflit. Février 2022, parce que nous n'avions pas de garantie de sécurité depuis 2014, la Russie lance une opération massive. Elle prend près d'un quart du territoire à l'époque, même un peu plus. Elle arrive aux portes de Kiev. Parce qu'à ce moment-là, l'armée ukrainienne se mobilise, fait preuve d'une très grande bravoure et d'une grande intelligence tactique, mais parce que le soutien aussi international se mobilise, une seconde phase de contre-offensive repousse l'armée russe. Et depuis novembre 2022 jusqu'à aujourd'hui, c'est-à-dire plus de 1 000 jours de conflit, depuis que l'armée ukrainienne s'est organisée et que nous la soutenons, les Russes ont pris moins de 1 % du territoire.

Donc, non mais ça veut dire une chose...

Journaliste

C'est une victoire relative. C'est-à-dire, vous avez raison de le rappeler, vous avez raison de le rappeler...

Emmanuel Macron

Est-ce que tout le monde dit qu'ils sont en train de perdre ? Non, moins de 1 % du territoire en 1 000 jours.

Journaliste

Mais ils occupent presque à peu près 20 % du territoire. 1/5ème du territoire de l'Ukraine.

Emmanuel Macron

Exactement. C'est pour ça qu'il ne faut pas prendre ça à la légère et qu'il ne faut pas faire des concessions à la légère. Mais ce que je veux dire par là, c'est qu'on a fait la démonstration pendant les 1 000 derniers jours que s'il y avait une armée ukrainienne forte, bien équipée, l'armée russe n'arrivait pas à pénétrer. Bon. Et donc, qu'est-ce que c'est... Là on est dans quelle hypothèse ? On arrive à trouver un accord. Les concessions territoriales, c'est à l'Ukraine de les faire.

Journaliste

Il y en aura.

Emmanuel Macron

Ce n'est pas à moi de le dire. Moi, en tout cas, ce que je dis, c'est que : faisons très attention quand on parle d'une reconnaissance de droit parce que n'actons pas des reconnaissances de droit, c'est-à-dire qu'en quelque sorte qu'on puisse... que des pays garants de l'ordre international puissent dire : on peut prendre des territoires par force, parce qu'on ouvre une boîte de Pandore. Mais l'Ukraine fera les concessions qu'elle estime justes et bonnes. Nous européens, on doit être en situation d'apporter ces garanties de sécurité pour l'Ukraine et pour nous. Et donc la première garantie de sécurité, c'est une armée ukrainienne forte, c'est-à-dire de plusieurs centaines de milliers d'hommes, bien équipée, avec des systèmes de défense, de meilleurs standards, etc. La deuxième, c'est dans le sens de votre question, c'est d'avoir ce qu'on appelle des forces de réassurance et de dire que les Britanniques, les Français, les Allemands, les Turcs et d'autres sont prêts à mener des opérations, pas sur les lignes de front, pas de manière provocante, mais des opérations de réassurance dans les airs, en mer, sur terre, pour montrer un signalement stratégique et dire : la paix en Ukraine durable, c'est aussi notre sujet.

Journaliste

Mais traduisez s'il vous plaît. Signalement stratégique, c'est la langue disons rassurante, mais pour être très concret, est-ce que ça veut dire que si les Russes attaquent à nouveau ensuite, c'est la guerre. C'est-à-dire que les soldats français, anglais, etc., seront forcés de se battre ?

Emmanuel Macron

C'est l'objectif de ces garanties de sécurité. L'objectif de ces garanties de sécurité, c'est de les dissuader par une armée ukrainienne forte, c'est de dire : cette armée pourra résister et si vous allez trop loin sur des places qu'on aura définies, et là, tout le travail a été planifié par nos chefs d'état-major. Mais c'est ce que nous sommes en train de finaliser. Si la Russie prenait après un accord de paix la responsabilité de revenir aux confins de l'Europe provoquer, à ce moment-là, il y aurait une réaction. La France par ailleurs, je voudrais rappeler ici que c'est ce que, en particulier Américains, Britanniques et après nous-mêmes l'ont agréé, s'étaient engagés à faire. [inaudible]

Journaliste

Et qui n'a pas été fait. La France empêche que Trump cède trop à Moscou. De ce point de vue là, on est témoins, vous jouez ce rôle. Mais Trump a le rôle moteur, contrebalancé par vous. Tout ce qui se passe là, ces journées incroyables qu'on vit depuis lundi. Est-ce que vous lui reconnaissez cela ? Si à l'arrivée, il y a la grande tablée avec la signature Trump, Zelensky, des européens, Poutine, est-ce qu'il aura mérité son prix Nobel de la paix dont il rêve ?

Emmanuel Macron

Il aura en tout cas joué un rôle, et c'est important, c'est pour ça que je suis là aussi.

Journaliste

Le prix nobel, ce n'est pas du tout une fantaisie, il le dit.

Emmanuel MACRON

Oui. Mais je ne suis pas membre du jury ... et je pense en tout cas qu'il ne peut pas y avoir de reconnaissance d'un travail de paix s'il n'y a pas tout ce qu'on est en train de faire. Mais ce que je veux dire par là, c'est qu'il y a la volonté, j'ai commencé mon propos par ce point, le président Trump veut la paix en Ukraine. C'est une très bonne chose pour nous. Et il veut et il est prêt à y mettre son énergie et son engagement. Ça, c'est une bonne chose. Simplement, et c'est là où vous voyez la ligne de crête pour nous tous, extrêmement complexe, sensible, c'est que si cette paix devait être une capitulation de l'Ukraine, elle serait dramatique. Parce qu'elle serait dramatique pour les Ukrainiens et l'Ukraine, mais elle serait dramatique pour les Européens, parce que ça veut dire que se rapprocherait de nos frontières une puissance dotée de l'arme nucléaire, dont l'armée est composée d'aujourd'hui 1 million 300 000 hommes au moins, qui dépense 40 % de son budget dans la défense, la Russie, c'est ça la Russie aujourd'hui, qui continuerait d'avancer. Donc c'est une menace pour notre sécurité. Et enfin, ce serait l'effondrement de l'ordre international que nous avons construit depuis 70 ans. Donc, la paix oui, mais parfois il y a eu des ambiguïtés, donc on dit que cette paix ne peut pas être une capitulation de l'Ukraine, et cette paix ne peut pas signifier de braver les intérêts ukrainiens et européens. Et je pense que ce qui s'est passé depuis que nous avons mis en place cette coalition des volontaires, et par la réunion d'aujourd'hui, c'est d'abord que les États-Unis d'Amérique voient que les Européens et d'autres alliés, parce que je veux saluer le Canada, le Japon, l'Australie, le Nouvelle-Zélande, qui sont avec nous, sont prêts à prendre leurs responsabilités et à apporter ces garanties de sécurité. La deuxième chose, c'est qu'ils voient que c'est vraiment notre sécurité qui est en jeu. Et je veux insister sur l'un des éléments clés de la journée qui s'est tenue aujourd'hui, c'est que nous avons décidé d'avoir un rendez-vous bilatéral avec le président, d'avoir ensuite une trilatérale, puis un rendez-vous multilatéral avec les Européens, peut-être à la table, mais c'est que nous avons surtout acté pour la première fois que nous lançons un processus de travail sur les garanties de sécurité.

Journaliste

Quelle est la suite précisément, puisqu'il y aura très vraisemblablement cette rencontre entre les présidents Zelensky et Poutine, avec le président Trump, avec les Européens ? Se peut-il qu'elle ait lieu en Europe ?

Emmanuel MACRON

Oui, ça c'est plus qu'une hypothèse, c'est même la volonté collective. Maintenant, pour que les choses soient très claires, dès demain, nous réunissons avec le Premier ministre Starmer la coalition des 30 pays qui travaillent sur les garanties de sécurité, pour les tenir au courant — demain midi, heure française — pour les tenir au courant de tout ce qui a été décidé aujourd'hui. Dès demain, dans la foulée, on lance le travail concret avec les Américains. Et donc dès demain, nos conseillers diplomatiques, ministres, chefs d'État-major, lancent le travail pour voir qui est prêt à faire quoi. Et donc qu'est-ce que c'est exactement ?

Journaliste

Mais pardon, sur ce point précis, mais cette rencontre, c'est quand même quelque chose de tellement vertigineux, c'est-à-dire…

Emmanuel MACRON

Oui évidemment…

Journaliste

…pardon, quand même que Poutine...

Emmanuel MACRON

Je vais y venir.

Journaliste

Est-ce que c'est possible par exemple en France ? Est-ce que vous imaginez cette (inaudible), en 2019.

Emmanuel MACRON

Oui, mais nous l’avons fait dans un cadre de… En 2019, la seule rencontre qu'il y a eu entre les deux présidents, vous avez raison de le rappeler, c'est à Paris, en décembre 2019. Mais là, nous sommes dans une autre phase, ça n'est plus possible parce que ce sera un pays neutre qui sera choisi. Et nous-mêmes, nous le souhaitons. Et donc peut-être la Suisse, je plaide pour Genève, ou un autre pays. La dernière fois qu'il y a eu une discussion bilatérale, c'était à Istanbul, en printemps 2022.

Journaliste

C'est quand même paradoxal. Et vous savez bien qu'il est visé par un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale. Et ça veut dire qu'on ferait une exception. Il pourrait venir par exemple à Rome, à Genève, dans des pays qui ont signé le traité de Rome.

Emmanuel MACRON

Je pense qu'il faut le faire dans ces cas-là parce que c'est le travail de la justice de (inaudible) même signataire de ces traités et de ceci et de cela. Mais d'abord, il est président en exercice, donc il a un principe d’immunité. Il faut que la paix avance, donc il faut trouver un lieu, bien sûr.

Journaliste

Emmanuel Macron…

Emmanuel MACRON

(inaudible) C'est très important. Je voudrais juste que les gens aient clairement en tête un peu le déroulé. Demain, c'est réglé. On lance un travail sur les garanties de sécurité demain. Ce travail est un peu un préalable à tout. Dans les jours ou peut-être, petites semaines, qui viennent, on va tout faire pour qu'il y ait cette réunion à deux. Ensuite, l'idée, c'est que vraiment d'ici à début septembre, il puisse y avoir ce sommet trilatéral. Il y a tout le travail avant qui doit être fait sur les garanties de sécurité. Donc les 15 jours qui viennent sont absolument critiques. Nous, pour finaliser le travail avec les Américains, pour mettre de la substance sur les garanties de sécurité, c'est très important. Mais surtout, on va lever les ambiguïtés. Est-ce que le président Poutine veut vraiment la paix ? On le saura. S'il fait cette réunion à deux puis à trois, c'est qu'il le veut.

Journaliste

Vous avez, dans la lignée déjà du Général de Gaulle, des présidents successifs disent qu'il y a une dimension européenne de la dissuasion nucléaire, que c'est la protection suprême. Cette dimension européenne de la dissuasion nucléaire française, est-ce qu'elle s'étend à l'Ukraine ?

Emmanuel MACRON

Le principe de la dissuasion nucléaire, c'est qu'elle est définie par le président de la République dans le cadre d'une doctrine dont chaque mot est pesé et dont la clarté et l'imprévisibilité [Inaudible].

Journaliste

Vous aviez déjà relativisé ça parce que vous aviez dit qu'il y a une dimension européenne.

Emmanuel MACRON

Oui.

Journaliste

Et pas seulement française.

Emmanuel MACRON

Oui. Et comme l'on dit. Comme le dit le Général de Gaulle, d'ailleurs dès 62. Beaucoup de gens l'ont oublié. Il parle explicitement d'ailleurs de Luxembourg et de l'Allemagne, enfin, pardon du Benelux et de l'Allemagne à ce moment-là. Et le président Mitterrand, l'a élargi, les deux prédécesseurs également. Enfin, tous mes prédécesseurs, vous l'avez rappelé. Donc, là, il y a un travail, en tout cas, que nous sommes en train de mener. Mais au fond, qu'est-ce qu'on est en train de faire ? Et pour moi, c'est pour notre pays le plus important stratégiquement. Il y a un réveil stratégique en Europe. Notre Europe, pardon de ce... j'élargis l'angle un peu historique, mais l'Europe ne s'est jamais pensée comme une puissance militaire. Pour une raison simple, c'est que l'Europe, c'est une histoire de guerre civile. Donc en 1945, quand on sort de la guerre, on n'a qu'une obsession, on ne veut plus entendre parler de puissance militaire. Puisque quand on parlait de puissance militaire, c'était pour les Européens se détruire eux-mêmes. Et donc nous avons impuissanté les Européens.

Pas nous la France, parce que nous étions les victimes, si je puis dire, de ce régime nazi qui nous avait occupés pendant 4 ans. Le Général De Gaulle a eu des bonnes intuitions et décisions. Et la France est un modèle très singulier. Nous avons un modèle d'armée complet, on ne dépend pas du tout des Américains et nous avons la dissuasion nucléaire de manière autonome, on est les seules. Les Britanniques ont une dissuasion nucléaire, ils dépendent beaucoup plus des Américains. Et puis les autres pays d'Europe, ceux qui étaient à l'ouest du rideau de fer, étaient très dépendants des Américains, en particulier les Allemands et on a tout fait pour qu'ils n'aient pas une force militaire. Et ceux qui étaient de l'autre côté étaient d'abord dépendants des Russes et ensuite se sont retournés vers les Américains et pas vers les autres Européens. Et au fond, depuis 1990, vous aviez des pays de l'Est de l'Europe, du Nord, qui n'avaient pas confiance dans l'Europe pour sa sécurité. Ils n'avaient confiance que dans les Américains. Il y a eu deux chocs profonds, ces dernières années. Le premier, le risque russe revient. Et donc cette menace existentielle pour les Européens, elle est là.

Journaliste

Jusqu'où, Monsieur le Président ? C'est la dernière question s'il vous plaît…

Emmanuel MACRON

Non, non, mais je veux finir pour que ce soit clair pour tout le monde. Pardon, mais c'est très important stratégiquement. Et la deuxième chose, il y a un doute sur le soutien de l'Europe parce que le Groenland, parce que le doute sur l'Ukraine. Et donc, nous assistons à un réveil géopolitique unitaire des Européens. Qu'est-ce que ça veut dire ? Enfin, comme je le demandais depuis plusieurs années, on construit ce pilier européen de l'OTAN. On est en train tous de dépenser davantage, de construire des capacités. Maintenant, qu'est-ce qu'on va devoir faire ? On va construire une future stratégie commune, ce qu'on avait un peu lancé dès 2017 avec l'initiative européenne d'intervention. Mais en fait, on est en train de bâtir une forme d'Europe de la défense. Cette Europe de la défense, ce n'est pas contre l'OTAN, certains pays sont membres d'autres non. Mais elle va nous permettre, nous, de nous saisir de notre propre sécurité. En fait, les Européens sont en train de sortir d'un état de minorité géopolitique. Quand j'entends beaucoup de gens dire que vous n'étiez pas à tel rendez-vous, à tel meeting, vous, Européens, mais ne vous trompez pas, nous n'étions à aucun des rendez-vous internationaux qui, pendant la guerre froide, ont décidé des droits de sécurité européens. C'est ça qui est en train de changer. Et c'est ça qui se joue en Ukraine.

Journaliste

Monsieur le Président, merci.

Emmanuel MACRON

Merci à vous pour votre temps et donc on continue. Vous l'avez compris, ce n'est qu'une étape. C'est un processus qui va, je pense, encore durer. Mais en faisant tout cela, nous soutenons évidemment l'Ukraine, ce qui est notre devoir, et nous protégeons la France.

Journaliste

Une question encore. Puisque vous êtes l'homme qui a le plus parlé à Vladimir Poutine, à Brégançon, à Paris, à Versailles...

Emmanuel MACRON

À Saint-Pétersbourg.

Journaliste

... ces heures au téléphone. Le patron de la DGSE était notre invité il y a quelques semaines. Il nous disait : « attention, il y a une forme de paranoïa, en quoi il croit vraiment ? » C'est ça qui est terrible Est-ce qu'il y a un danger particulier ? Se peut-il que Poutine soit dans une sorte d'hubris qui soit au-delà du simple calcul rationnel ?

Emmanuel MACRON

Je ne me permettrai pas de faire des qualifications comme ça d'une position qui est la mienne dans le moment que nous vivons. J'ai toujours du respect pour mes collègues, mes interlocuteurs. Mais je sais une chose, c'est que depuis, au fond, 2007-2008, le président Poutine a rarement tenu ses engagements. Il a constamment été une puissance de déstabilisation et il a cherché à revoir les frontières ou agrandir son territoire. Et je pense que quand un système politique, qui a la culture profonde quand même de la Russie, héritée du régime soviétique, s'inscrit aussi durablement, faisant tant de sacrifices dans cette logique, il est très dur de le (inaudible). Donc je pense que la Russie est devenue durablement une puissance de déstabilisation et une menace potentielle pour beaucoup d'entre nous. Et que le niveau d'investissement qu'elle a consenti ces dernières années ne passe pas de 100 à 0 du jour au lendemain. Un pays qui investit 40 % de son budget dans le matériel d'équipement, qui a mobilisé une armée de plus de 1 300 000 hommes, ne reviendra pas à un état de paix et à un système démocratique ouvert du jour au lendemain. Ne soyons pas naïfs. Et donc, y compris pour sa propre survie, il a besoin de continuer de manger. Voilà. Et donc c'est un prédateur, c'est un ogre à la porte. Je ne dis pas que dès demain, c'est la France qui va être la cible, mais c'est une menace pour le peuple. En tout cas, il ne faut pas être naïf. Et je le dis avec un immense respect pour le peuple russe, pour ce pays, sa grande histoire, sa tradition, les régions, mais nous en sommes là. Il ne faut pas être naïf.

Journaliste

Monsieur le Président, merci beaucoup.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup.